

*Les subsides*

● (1115)

Ce n'est pas l'attitude que nous devrions encourager au Canada. Pour qu'un pays soit fort et que son peuple soit heureux, il faut que le travail soit une activité pleinement satisfaisante et que les gens voient le travail dans cette optique. Il leur est impossible de se faire une telle conception du travail si la réalité n'y correspond pas et les jeunes qui débutent dans la vie active de nos jours n'éprouvent que frustration, désillusion et désespoir. Malgré tous leurs efforts, ils ne peuvent pas trouver de travail et ils sont incapables de faire face à cette dure réalité. A cause de cela, ils éprouvent un sentiment d'impuissance.

Nous devons le reconnaître, monsieur le Président, parce que les jeunes forment leurs idées politiques et conçoivent leur rôle dans la société beaucoup plus tard au Canada que dans d'autres pays démocratiques du monde occidental, comme les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le fait que les jeunes qui débouchent sur le marché du travail se sentent frustrés et impuissants peut avoir d'énormes répercussions sur notre démocratie. En fin de compte, la démocratie repose sur la conviction qu'on peut accomplir quelque chose et exercer une influence réelle sur ce qui touche chacun d'entre nous et l'ensemble de la société. Si l'on a l'impression du contraire, on adoptera une attitude apathique à l'égard du processus démocratique au lieu d'y participer, et il est essentiel dans une démocratie que les citoyens jouent un rôle actif.

Le chômage chez les jeunes n'est pas tragique uniquement parce que les jeunes n'ont pas d'argent, monsieur le Président. C'est une considération importante et les députés doivent en tenir compte, mais le problème touche aussi la réalité sociale, collective et politique du Canada. Tous les jeunes ne cherchent pas du travail toute l'année. Un grand nombre de jeunes fréquentent les établissements de formation professionnelle et d'enseignement, les collèges et les universités. En fait, les jeunes qui font des études universitaires sont sans doute plus nombreux que jamais, parce qu'ils constatent, en lisant le journal et en regardant ce qui se passe autour d'eux, que le taux de chômage est extrêmement élevé. Par conséquent, beaucoup de jeunes ont différé leur entrée dans la vie active, préférant s'inscrire à l'université. Nous allons devoir surveiller la situation de près. Une fois diplômés, ces jeunes auront besoin d'un emploi. Le gouvernement a présenté la loi nationale sur la formation professionnelle il y a plus d'un an et il a commencé à former les jeunes à de nouveaux métiers. Dans un an, quand ces jeunes commenceront à sortir des collèges communautaires, ils auront besoin d'un emploi, et s'ils n'en trouvent pas, ils se demanderont pourquoi ils ont acquis une formation. Ils seront à la fois déçus et désillusionnés.

● (1120)

L'avenir semble peu réjouissant, car le budget ne prévoit rien pour donner de l'emploi à ces jeunes, une fois leur formation terminée. Le gouvernement n'a pris aucune mesure importante pour assurer leur avenir. Néanmoins, je tenais à souligner que les étudiants ont eux aussi besoin d'un emploi. Ils veulent travailler pendant leurs vacances, et cela, pour un certain nombre de raisons. L'une d'elles, c'est qu'ils paient une

bonne partie de leurs études et que les frais de scolarité augmentent dans toutes les régions du pays, notamment à cause de la réduction des paiements de transfert aux gouvernements provinciaux. Quoi qu'il en soit, les frais de scolarité augmentent et l'étudiant doit payer de sa poche un plus gros pourcentage des frais. Par conséquent, les étudiants trouvent de plus en plus indispensable d'occuper un emploi pendant l'été pour payer leurs études.

Les étudiants cherchent un emploi d'été non seulement pour payer leurs études, mais également pour acquérir de l'expérience, pour le plaisir de produire, pour s'intégrer à la société et se familiariser avec le monde du travail, afin de pouvoir mieux définir leurs aspirations, le genre de service qu'ils veulent offrir à la collectivité et le genre de profession qu'ils désirent exercer. Par conséquent, il est indispensable que les étudiants puissent travailler non seulement pour payer leurs études, mais également pour acquérir de l'expérience.

Je voudrais parler un peu des programmes d'emploi pour les étudiants, pour les jeunes, mis en place par le gouvernement. J'ai sous les yeux un exemplaire du Budget en bref. Il y a là un chapitre concernant l'aide directe à l'emploi et les programmes pour les jeunes. Non seulement la politique économique générale du gouvernement n'a pas réussi à créer des emplois pour les jeunes, mais les programmes d'emploi qui leur sont destinés sont loin d'être satisfaisants. Ils n'atteignent absolument pas leur objectif.

Si je mentionne ces programmes au lieu de parler uniquement de la politique économique, c'est parce que même si l'économie était florissante, notre expérience des 20 dernières années nous a permis de comprendre qu'il faudrait quand même avoir des programmes spéciaux pour la jeunesse afin de leur assurer des emplois.

A la page 7 du Budget en bref du 19 avril 1983, dans la partie Programmes pour les jeunes, il est question de 70 millions supplémentaires affectés au programme Été Canada. On pourrait croire que le 19 avril 1983, le gouvernement a sorti de sa poche 70 millions de plus pour financer les programmes d'emploi d'été pour les jeunes. Il est question en effet d'une somme supplémentaire. On pourrait croire que le gouvernement a trouvé cet argent là où il a trouvé les 200 millions pour sauver la réputation du ministre des Finances (M. Lalonde).

J'ai consulté un certain nombre de gens, y compris la Fédération canadienne des étudiants. D'après ce que nous avons pu comprendre, ces 70 millions supplémentaires ont été annoncés au moins deux fois. En décembre ou en janvier, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a annoncé l'affectation d'une centaine de millions au programme Été Canada pour les jeunes et, quelque temps après, en février ou en mars, il a porté ce montant à 170 millions. Or ce sont ces 70 millions de plus que le gouvernement annonce encore une fois au budget. Donc, tandis que le gouvernement arrivait à trouver 200 millions pour sauver la réputation du ministre des Finances, au moins sur le papier, il s'est contenté de ce supplément de 70 millions déjà annoncé.